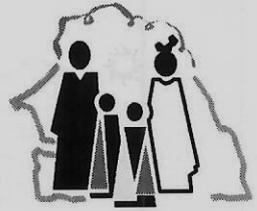


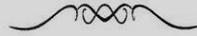


REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi



**MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA SECURITE
ALIMENTAIRE, DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ
DE LA MICRO FINANCE ET DE LA PETITE ENFANC**

M.F.S.A.E.F.M.F.PE



FONDS NATIONAL DE CREDIT POUR LES FEMMES
(FNCF)

I/ Programmes et dotations budgétaires	3
II/ Prévisions des activités pour la période 2010-2011	4
III/ Répartition géographique des bénéficiaires	7
IV/ Contraintes à l'exécution et aux performances relevées en 2009	8
V/ Réformes et politiques spécifiques engagées en 2009	8
VI/ Niveau de mobilisation des ressources	8
VII/ Résultats concrets obtenus	8
VIII/ Facteurs de performance	9
IX/ Indicateurs à considérer pour alimenter les tableaux de référence	9
X/ Niveaux et appréciations de l'exécution des programmes et projets	10
XI/ Perspectives	10

I/ PROGRAMMATIONS ET DOTATIONS BUDGETAIRES

ANNEE	PREVISION	DOTATION	TAUX D'EXECUTION
2006	500 000 000	200 000 000	100%
2007	500 000 000	800 000 000 (report crédits 2006)	100%
2008	1 000 000 000	0	0%
2009	1 000 000 000	0	0%
2010	1 000 000 000	75 000 000	0%

II/ PREVISIONS D'ACTIVITES POUR LA PERIODE 2010-2011

ACTIVITES	RESULTATS	LOCALISATION	Date de Réalisation	FINANCEMENT en Millions FCFA			
				Coût total	Montant prévu dans le budget de l'Etat	Montant à rechercher	Montant à rechercher auprès des partenaires
Révision et validation du manuel de procédures	Manuel de procédures disponible pour une gestion cohérente du PCF	Cabinet consultant	1 ^{er} trimestre	2	2	-	-
Atelier de partage de la nouvelle stratégie, du manuel de procédures et de dispositifs de financement	Nouvelle stratégie partagée avec les partenaires en vue d'un meilleur taux de recouvrement	PCF	1 ^{er} trimestre	8	8	-	-
Actualisation base de données et élaboration de supports d'information et de communication du PCF	Base de données, supports d'informations et de communication disponibles pour une visibilité en vue d'une bonne valorisation du PCF	PCF	Toute l'année	3	3	-	-
Identification, Présélection, Sélection et Validation des projets à financer pour la 5 ^{ème} génération	Liste des bénéficiaires sélectionnés et validés	PCF, Services déconcentrés et Cabinet du ministère	1 ^{er} trimestre	-	-	-	-
Formation et Financement de projets (Axe centre)	111 projets financés touchant 400 femmes formées et financées	Fatick Kaffrine Kaolack Diourbel	1 ^{er} trimestre	67	67	-	-

Coordination hebdomadaire et sectorielle (PCF – Ministère)	Informations et communication au niveau interne	PCF	Toute l'année	00	00	00	
Révision du Protocole d'accord avec la CNCAS	Un nouveau protocole signé	PCF CNCAS	En cours	00	00	00	
Suivi de la dynamique partenariale avec ces organismes de développement ciblés : Enda Graf Dakar, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (Sidi) basée à Paris, la Coopération Luxembourgeoise et l'Organisation Internationale de la Migration (OIM Représentation à Dakar).	Partenaires financiers attendus pour renforcer les fonds.	Dakar	En cours	-	-	-	
Rapports d'activités trimestriels	Meilleure évaluation des activités réalisées	PCF Services déconcentrés bénéficiaires	trimestriel	-	-	-	
Tenue de CRD et CDD pour partager la nouvelle stratégie d'intervention, les critères de financement retenus pour un meilleur recouvrement en vue de pérenniser et de sécuriser les ressources du Projet.	Visibilité des activités et de l'impact positif du PCF pour développer un système de financement apte à participer à l'atteinte des objectifs de réduction de la pauvreté. Au niveau national.	PCF Services déconcentrés	2 ^{ème} trimestre	5	5	-	-

Suivi et recouvrement des projets financés par Axe	Projets financés visités, des recommandations formulées et mise à jour des remboursements.	PCF Services déconcentrés	Toute l'année	20	20	-	-
Mission de supervision générale pour élaboration de plaquettes avec photos à l'appui pour capitaliser les bonnes pratiques réussies à travers tout le pays.	Toutes les bénéficiaires de 2001 – 2008 seront impliquées	PCF Services déconcentrés Bénéficiaires	Semestriel	15	15	-	-
Suivi et évaluation du recouvrement par la gestionnaire en collaboration avec les agents techniques du PCF	Situation du recouvrement mise à jour.	PCF	Toute l'année	-	-	-	-
Rapport d'activités annuel	Rapport d'activités final produit.	PCF	Décembre 2010	-			

III/ REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES BENEFICIAIRES

	Nombre Requêtes Reçues	Montant Sollicité	Nombre Requêtes Financées	Montant Financé	Nombre Femmes Touchées
KAOLACK	199	305 417 200	136	198 715 000	6 915
FATICK	180	449 750 000	135	404 350 000	5 330
DIOURBEL	173	660 275 205	92	410 761 800	3 413
THIES	209	408 200 997	156	199 114 407	6 159
St LOUIS	189	373 637 828	154	253 897 628	4 414
MATAM	178	198 772 850	118	120 801 350	3 943
LOUGA	141	308 940 333	85	196 784 538	6 942
DAKAR	1 009	2 964 951 855	651	1 660 046 320	33 337
KOLDA	211	199 465 617	135	152 140 622	2 617
TAMBA	208	279 264 855	156	194 890 345	3 119
ZIGUINCHOR	43	98 976 279	43	98 976 279	1 952
TOTAL GENERAL	2 740	6 247 653 019	1 861	3 691 763 289	78 141

VOLUME DES FINANCEMENTS OCTROYES DE 2007 à 2010

ANNEE	NOMBRE REQUETES FINANCEES	MONTANT FINANCE
2007	79	79 200 000
2008	146	147 250 000
2009	41	20 500 000
2010	0	0
TOTAL	266	246 950 000

IV/ CONTRAINTES A L'EXECUTION ET AUX PERFORMANCES RELEVÉES EN 2009

Malgré les résultats significatifs enregistrés surtout au niveau du recouvrement, des contraintes majeures ont pesé sur la mise en œuvre des activités du projet durant l'année 2009. On peut ainsi citer :

- / le faible taux de recouvrement du fonds de garantie géré par la CNCAS, partenaire stratégique; qui a d'ailleurs arrêté ce financement depuis le 31/12/07 ;
- / l'insuffisance des moyens logistiques de suivi et d'encadrement, au niveau national et local (les services départementaux ne disposent pas de moyens adéquats);
- / la mauvaise volonté de certaines promotrices qui n'ont pas respecté leurs engagements, inscrivant ces opérations dans le registre politique, ce qui a eu pour effet de décourager les bons payeurs.
- / la non mobilisation des ressources allouées pour les deux années successives 2008 et 2009.

V/ REFORMES ET POLITIQUES SPECIFIQUES ENGAGÉES EN 2009

L'accent a été fortement mis sur le recouvrement, notamment celui des crédits de la quatrième génération et des attestations. Cette stratégie de recouvrement systématique adoptée a permis une nette amélioration du taux de remboursement.

VI/ NIVEAU DE MOBILISATION DES RESSOURCES

A ce jour et depuis l'année 2008, les ressources attendues de l'Etat n'ont pu être mobilisées, ce qui fait que les seules ressources dont dispose le projet proviennent des sommes recouvrées auprès des bénéficiaires, ce qui permet ainsi à la structure de pouvoir continuer à fonctionner.

Les sommes recouvrées auprès des créancières ont permis au projet de continuer à assurer le fonctionnement de la structure, en dépit de l'absence de mobilisation des ressources allouées par l'Etat qui perdure.

VII/ RESULTATS CONCRETS OBTENUS

Le taux de recouvrement qui était de 20 % en 2008 est passé à 46% en 2009 pour atteindre 65 % en 2010. Ceci montre une forte augmentation et dénote une volonté exprimée d'une gestion rigoureuse.

VIII/ FACTEURS DE PERFORMANCE

Depuis 2007 une approche de rupture a été opérée en vue d'une meilleure gestion du portefeuille, un impact réel des financements octroyés et enfin d'une pérennisation du mécanisme. Cette nouvelle approche se traduit par la systématisation du triptyque : « **Formation-Financement-Recouvrement** » et est soutenue par une stratégie définissant les différentes catégories de cibles et les conditions d'accès pour chaque niveau, ce qui a considérablement amélioré le taux de recouvrement. Celui-ci qui était très faible entre 2001 et 2003, est passé entre 2003 et 2006 à 30% pour atteindre 50% entre 2007 et 2008. En fin 2009, une nette évolution du taux de recouvrement a été constatée, tournant ainsi autour de 75% dans certaines localités.

Depuis la mise en place du PCF, plus de 1800 projets d'activités génératrices de revenu ont été financés pour une enveloppe d'environ **Quatre milliards de francs CFA** (4 000 000 000 FCFA) ce qui a permis de toucher près de **quatre vingt mille** (80 000) femmes individuelles ou membres de groupements ou associations localisés à travers toutes les régions du Sénégal.

Pour pérenniser et compléter le dispositif de financement existant au sein du ministère (PCF/FNPEF/FIMF), le projet qui a largement dépassé son cycle de vie a été muté en **Fonds National de Crédit pour les Femmes (FNCF)** par décret présidentiel n° **2010-357 du 16 mars 2010**. En effet, le statut juridique du projet constituait un principal facteur de blocage dans la mobilisation des ressources allouées par l'Etat.

IX/ INDICATEURS A CONSIDERER POUR ALIMENTER LES TABLEAUX DE REFERENCE

- Nombre de bénéficiaires formées
- Nombre de projets financés
- Encours de crédit
- Taux de recouvrement
- Impact de l'activité financée sur les bénéficiaires
- Taux de satisfaction des demandes

X/ NIVEAUX ET APPRECIATIONS DE L'EXECUTION DES PROGRAMMES ET PROJETS

Intitulés de l'Action	Maîtres d'œuvre	Etat d'avancement	Problèmes et Contraintes	Solutions pour 2010
Mise en œuvre du PCF		Projet arrivé à terme	le statut juridique constitue un blocage pour la mobilisation des ressources depuis 2007	Mettre en place un Fonds National de Crédit pour les Femmes afin de répondre à la demande sans cesse croissante des femmes en termes de financement de leurs projets

XI/ PERSPECTIVES

Avec la signature du décret présidentiel n° 2010 -357 du 16 mars 2010 portant création du Fonds National de Crédit pour les Femmes (FNCF) le fonds entend entretenir l'engouement suscité au sein des femmes et s'atteler à satisfaire la forte demande enregistrée à ce jour. C'est pourquoi une nouvelle orientation s'impose, en vue d'une gestion plus efficiente, assurant la pérennité du Fonds et l'atteinte des OMD.

- Adoption d'une démarche concertée avec d'autres structures ayant des activités complémentaires à celles du FNCF ;
- Systématisation de la nouvelle stratégie de financement en faveur des femmes (formation/Financement /Recouvrement) ;
- Renforcement du système actuel de financement adapté aux femmes, qui tiendra compte des besoins différenciés de chaque catégorie ;
- Elaboration d'un vaste programme d'information et de sensibilisation de tous les acteurs sur la redéfinition de la stratégie d'intervention du FNCF ;
- Suivi des recouvrements auprès de la CNCAS et auprès des bénéficiaires ;
- Planification des nouveaux financements en perspective, selon les ressources disponibles.

FIMF

I- EVOLUTION DES FINANCEMENTS DEPUIS LA CREATION DU FONDS

Les réalisations du Fonds depuis sa création en Octobre 2005 sont :

- Budget reçu jusqu'en 2009 : 1.178.000.000 FCFA

NB : depuis l'année 2008, le FIMF n'a reçu aucun financement de l'Etat et ne poursuit ses activités que grâce au système du revolving et du fonds de garantie.

- Volume de crédits distribués jusqu'en fin 2009 : 903.646.354 FCFA

NB : 77% du budget reçu a été utilisé pour le financement donc seul 23% a été utilisé pour le budget de fonctionnement et d'investissement.

- Nombre de projets financés : 479
- Nombre de personnes touchées : 112.892 emplois créés ou consolidés
 - 80% de femmes soit un volume de crédits de 722.917.083 FCFA pour 90.314 femmes ;
 - 20% d'hommes soit un volume de crédits de 180.729.271 FCFA pour un nombre de 22.578 hommes.
- Demande en instance 3.772.821.000 FCFA pour 342 projets.

ANNEE	Structure bénéficiaire	Montant	Bénéficiaires	Observations
2006/2007	2 SFD	763.846.354	201	
2008	Banque Régionale de Solidarité	100.000.000	66	Fonds de garantie
2009	<ul style="list-style-type: none"> • Banque Régionale de Solidarité 	82.000.000	44	-Renforcement fond de garantie) -Appui société de cautionnement mutuel FEITLS -5 SFD
	<ul style="list-style-type: none"> • Refinancement SFD 	56.800.000	168	
TOTAL		903.646.354	477	

II-EVOLUTION DES BENEFICIAIRES ET LEURS PROFILS GEOGRAPHIQUE

Répartition géographique 2006-2009

Regions	Nombre de financement	Montant en FCFA	pourcentage
Dakar	189	429.581.354	47.5%
Fatick	11	40.500.000	4%
Velingara	6	27.942.000	3%
Ziguinchor	11	113.687.000	12%
Saint Louis	12	83.500.000	10%
Thiès	31	137.400.000	16%
Louga	3	22.000.000	2%
Diourbel	6	44.036.000	5%
Tambacounda	1	5.000.000	0.5%
TOTAL	270	903.646.354	100%

Les nouveaux programmes pour 2010 et 2011 vont résoudre ce décalage puisqu'ils sont essentiellement ruraux.

III-LES FORMATION PAR REGION

Renforcement de capacité	Formation des SFDs sur la bonne gouvernance	12 MEC	Tenu à Savana Dakar. Un manuel de procédure sur la bonne gouvernance remis aux bénéficiaires
	Diagnostic de SFD	2 SFD diagnostiqué : MEC/DFS et MEC UGADS	Rapport diagnostique disponible Programme d'accompagnement en cours d'exécution
	Formation d'initiation aux dirigeants de MEC de base	4 SFDs bénéficiaires (MEC/DEF UNACOIS de Guédiawaye Ross Béthio et Mutuelle de Thiès	Manuel de formation des dirigeants de Mutuelles de base aux bénéficiaires

IV-L'ANALYSE DES CREDITS, FAIRE SORTIR LA SITUATION DE REMBOURSEMENT, FAIRE SORTIR LES CONTRAINTES ET LES DEFIS

L'analyse de l'activité de refinancement par le FIMF doit être analysé sur deux périodes différentes, 2006/2007 et de cette période à nos jours. Dans la première période, le FIMF à travers son dispositif très jeune, à financer deux mutuelles, Action plus et FAIB pour un total de 763.846.354 FCFA pour un total de 201 projets qui ont largement bénéficié aux femmes, soit 70% des crédits accordés. Elle est aussi marquée par un taux de non recouvrement élevé par rapport aux pratiques des métiers, 21%. Cela a abouti à la rupture du contrat avec ces SFDs et le recouvrement continue.

A travers ce constat et du fait de la baisse du budget, en collaboration avec le comité de pilotage en 2007, une nouvelle orientation a été édictée, avec la mise en place pour le financement de trois dispositifs :

- Fonds de garantie ;
- Fonds de financement ;
- Fonds de bonification.

Ainsi, un premier fonds de 100.000.000 FCFA a été versé à la BRS. Il faut constater que cela a permis d'améliorer considérablement le taux de recouvrement, puisque désormais seule la banque à la responsabilité de financer sur ressources propres et à travers ces instances.

Présentement, il y a 342 projets en instances pour une demande globale de 3.772.821.000 FCFA. Et compte tenu, des contraintes budgétaires actuelles, l'on tente à travers les autres dispositifs du Ministère comme le programme de lutte contre la pauvreté, de rediriger les projets de l'axe nord et aussi de travailler avec le POMER II dans le cadre du Programme de valorisation des ressources locales. De toutes ces expériences, le FIMF est convaincu que pour mieux lutter contre la pauvreté et faire participer les PME à l'augmentation du taux de croissance, il devrait coordonner des programmes de microfinance, qui allie à la fois de l'animation économique et de la finance, comme les deux programmes suivants :

- Programme de valorisation des ressources locales par la microfinance pour 1.000.000.000 FCFA ;
- Programme de microcrédits destinés aux femmes vulnérables et aux handicapés de 4.000.000.000 FCFA sur la période 2010 / 2014.

V-LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Dans le cadre du DRSP, les indicateurs retenus pour le FIMF sont :

- Montant du fonds de garantie mis en place : 167.000.000 FCFA
- Nombre de sociétés de cautionnements créés : 1
- Nombre de sessions de formation au profit des SFD : 6

VI-LES PERSPECTIVES 2011

Le fonds a connu depuis quelques années, une baisse drastique des ressources allouées par l'Etat sans contrepartie extérieure de la part des bailleurs. Les programmes du FIMF sont exécutés avec beaucoup de retard à cause de la lenteur au niveau de la mise en place du budget, aussi le virement du budget 2008 reçu en février 2009 continue de financer les activités 2009 / 2010. Pour 2009, le FIMF ne recevra pas de dotation ; et le budget 2010 n'est pas encore reçu. Cette situation entraîne un non efficacité du dispositif, pourtant très important pour les SFDs surtout celles immatures.

Pour pallier à ces contraintes, de nouvelles stratégies d'intervention ont été développées, notamment la mise en place de Fonds de garantie, même privé en collaboration avec les organisations patronales italiennes.

Aussi le FIMF s'est rapproché du secteur de l'assurance pour faciliter aux SFDs l'accès aux ressources bancaires par l'octroi de caution de crédit. Cela devrait permettre par exemple aux SFDs de transporteurs de faciliter le renouvellement des moyens de transport (taxi et car interurbain).

Dans le cadre d'un meilleur ancrage de la microfinance aux activités économiques et à un relèvement du niveau de revenus des plus démunis surtout les femmes, deux programmes ont été conçus :

- Programme de valorisation des ressources locales par la microfinance ;
- Duplication au Sénégal du système de la Grammeen Bank pour les femmes et handicapés en partenariat avec les SFDs.

Pour ces deux programmes le fonds compte très fortement sur l'appui du Ministère de l'Economie et des finances.

L'une des missions essentielles du FIMF, est le renforcement de capacité des acteurs des SFDs. A ce sujet, il s'est rapproché de deux institutions internationales :

- La Fédération Nationale des Caisses d'Epargne françaises ;
- L'Institut Mondial des caisses d'Epargne pour une série de sept séminaires sur « le management des performances et le commercial » et autres thèmes intéressant les SFDs

En collaboration avec l'ONG INAFI et les sociétés d'assurance, un séminaire sur la micro assurance au profit des SFDs avec objectif de renforcer la protection sociale des adhérents va être organisé en 2010.

Pour toutes ces dépenses, l'on souhaite un soutien de Ministère de l'Economie et des Finances.